



DECLARATION DE BUJUMBURA
DEUXIEME REUNION PARLEMENTAIRE REGIONALE
3 – 4 MARS 2008

Nous, Représentants des Parlements des Pays membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, à savoir **l’Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, la République Unie de Tanzanie, l’Uganda et la Zambie** réunis à Bujumbura du 3 au 4 mars 2008 dans le cadre de la deuxième Réunion des Parlementaires de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs organisée par le Secrétariat Exécutif en collaboration avec l’Assemblée Nationale et le Sénat du Burundi et l’Association des Parlementaires Européens pour l’Afrique (AWEPA) ;

Conscients de l’importance du Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs signé à Nairobi au Kenya, le 15 Décembre 2006;

Reconnaissant l’importance d’un Forum Régional des Parlements membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs et la nécessité de réaliser les objectifs du Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs;

Reconnaissant l’importance de la Déclaration de Kinshasa signée le 28 février 2007 qui, entre autres, exigeait aux parlements de s’assurer de la ratification rapide, la sensibilisation et la mise en œuvre du Pacte;

Félicitant et remerciant les pays membres qui ont ratifié le Pacte et encourageant les autres pays à faire de même;

Exprimant notre sincère gratitude envers le Gouvernement de la République du Burundi pour avoir accepté d'abriter le Secrétariat Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs;

Réaffirmant le rôle décisif des Parlements, particulièrement le rôle du Forum Régional des Parlements des pays membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs dans le suivi de la mise en œuvre du Pacte, et conscients du rôle du Législatif dans la supervision de l'action gouvernementale;

Reconnaissant le rôle important que jouent les femmes dans la promotion de la paix, la sécurité et le développement ; et que la dimension genre constitue un facteur essentiel dans la mise en œuvre du Pacte ;

Déclarons ce qui suit :

1. Mettre sur pied un comité de suivi qui va mettre en place le Forum Régional des Parlements de la Région des Grands Lacs en tenant compte des principes généraux convenus lors de la réunion ;
2. Le Comité de Suivi sera composé de 11 membres ressortissant de chacun des 11 pays membres et présidé par le Burundi ;
3. Utiliser notre fonction de supervision dans la prévention des conflits et s'assurer que les accords et autres instruments signés par l'Exécutif relatifs à la paix et la sécurité sont respectés;
4. S'assurer de l'incorporation du Pacte et ses Protocoles dans les législations et politiques de nos gouvernements respectifs;
5. Encourager les pays membres de la CIRGL, conformément à la Déclaration de Dar-es-Salaam, à adhérer au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) en tant que mécanisme de suivi et d'évaluation pour la prévention et la résolution des conflits ;
6. Encourager les gouvernements respectifs à désigner une éminente personnalité de la CIRGL pour prendre part au panel d'experts du MAEP ;

7. Exprimer notre profonde gratitude au Gouvernement et au Peuple Burundais, particulièrement au Sénat et à l'Assemblée Nationale du Burundi pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité réservés aux délégations;
8. Exprimer notre profonde gratitude envers l'AWEPA pour leur appui financier dans l'organisation de la conférence et réitérer notre gratitude envers le Groupe des Amis, le système des Nations Unies, l'Union Africaine et les autres partenaires internationaux pour leur soutien et contribution dans la mise en œuvre du Pacte.
9. Tenir la prochaine Conférence à Kigali au Rwanda.

Fait à Bujumbura le 4 mars 2008.